

Ils se préparent à la « guerre civile » ou ciblent juifs et musulmans : la menace d'extrême droite qui monte

21 octobre 2021 / par Agathe Breton



Au moins neuf attentats terroristes d'ultradroite ont été déjoués en France depuis 2017. Solitaires ou en groupes, la cinquantaine de personnes interpellées révèle une menace grandissante, aux contours flous, mais dont la réalité doit alerter.

▲ **DÉMOCRATIE**

🕒 14 min

Ils envisageaient de s'attaquer à des mosquées, des synagogues, des kebabs, des lieux « de gauche » ou des personnalités politiques, dont le président de la République. Ils se préparent à « une guerre civile », prônent la haine des migrants et admirent des terroristes d'extrême droite. Leurs groupes s'appellent « OAS », « Honneur et nation », « Action des

forces opérationnelles ». Certains projettent également des actions violentes de manière – apparemment – isolée... Depuis 2017, le parquet national antiterroriste a ouvert au moins sept enquêtes sur les projets de groupes ou d'individus d'ultradroite. La première affaire jugée au tribunal de Paris est celle du groupuscule néonazi OAS, dont les membres ont tous été condamnés, ce 12 octobre, jusqu'à neuf ans d'emprisonnement pour avoir envisagé d'attaquer des personnalités politiques, des musulmans et des militants de gauche. Nous récapitulons ici ces différents groupes et projets d'attentats déjoués, avec une question : ce regain de projets d'attentats est-il le fait de groupes hétéroclites, finalement peu ou pas organisés, ou constitue-t-il les prémices d'une nouvelle vague brune à prendre très au sérieux ?

Simon, le jeune néonazi qui voulait « faire pire que Columbine »

Interpellé et mis en garde à vue le 28 septembre 2021, le jeune homme (19 ans), appelé Simon [1], projetait une tuerie de masse « *pire que Columbine* », en référence au massacre perpétré dans une école aux États-Unis en 1999. Lors de la perquisition à son domicile, les forces de l'ordre ont trouvé des carnets intitulés « Mein Kampf », où il décrivait en détail ses projets et son adoration pour le dictateur nazi. Il avait visiblement prévu de s'attaquer à son ancien lycée et à une mosquée, tous deux en Seine-Maritime, le 20 avril 2022. Une date très symbolique : le jour anniversaire de la naissance d'Adolf Hitler.

Dans ses carnets, il fait aussi référence au terroriste d'extrême droite norvégien [Anders Breivik](#), responsable des attentats d'Oslo et d'Utøya en 2011 qui ont fait 77 morts. Sur l'application Telegram, il échange fréquemment au sein d'un groupe de discussion, « Division AtomWaffen » (nom en référence à un réseau terroriste néonazi américain) et y rencontre Leila B., qui fomentait des projets d'attentats djihadistes. Elle a été mise en examen en avril 2021. Simon n'appartenait apparemment à aucun groupe ou groupuscule connu.

Je lis, j'aime, je soutiens

Basta est en accès libre. [Je fais un don maintenant !](#)

« Honneur et nation » visait des personnalités politiques, des centres de vaccination et une loge maçonnique

Cinq hommes entre 23 et 58 ans sont placés en garde à vue le 21 septembre 2021 par les enquêteurs de la DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure). Ils sont accusés de préparer des actions violentes à l'explosif, notamment contre des personnalités publiques, dont le ministre de la Santé,

Olivier Véran, et des centres de vaccination. Trois autres personnes avaient été écrouées en mai pour un projet d'attentat contre une loge maçonnique en Moselle. Ces cinq nouveaux interpellés gravitent dans le même cercle.



« Honneur et nation »

Le fondateur d'« Honneur et nation », Sébastien Dudognon (à gauche de la photo) en compagnie d'Yvan Benedetti, ancien membre du FN et de L'Oeuvre française, organisation d'extrême droite antisémite et anti-migrants, dissoute en 2013.

Document La Horde

Parmi eux, le fondateur d'« Honneur et nation », Sébastien Dudognon, 29 ans, ancien secrétaire départemental du FN Jeunes en Corrèze. Il s'était fait connaître à Tulle pour avoir essayé d'obtenir un local pour son groupe néonazi, Division nationaliste révolutionnaire (DNR), sans succès. C'est dans la foulée de cet échec qu'il crée « Honneur et nation », pour « *la sauvegarde du patrimoine et des traditions face à la mondialisation et le capitalisme* » – association dont les statuts sont déposés à Vichy.

Au moment du coup de filet de la police, deux des suspects étaient déjà en prison pour avoir participé à l'enlèvement de la petite Mia dans les Vosges, en avril dernier. Les enquêteurs avaient alors retrouvé, lors d'une perquisition, un exemplaire de *Mein Kampf* et un t-shirt à l'effigie d'Hitler.

Un jeune Alsacien néonazi fabriquait des bombes à l'uranium

En août 2021, la police découvre chez un jeune homme de 26 ans, habitant dans le Haut-Rhin, des bombes artisanales conçues avec de l'uranium. Sur ces quatre « bombes sales », trois avaient la capacité de fonctionner, selon les révélations du *Canard Enchaîné* [2]. Totalemment inconnu des services de police, il avait été signalé par son centre de formation, où il se vantait auprès de ses camarades d'avoir des explosifs fonctionnels. Durant la perquisition, la police a également mis la main sur une tenue du Ku Klux Klan (organisation raciste et ségrégationniste états-unienne) ainsi que des écussons nazis. Il a été mis en examen pour fabrication d'engin explosif, et non pour des chefs d'accusation de terrorisme. Selon son témoignage, il se serait procuré l'uranium sur un site d'achat en ligne.

Projet d'attaques de mosquées et de synagogues

Ancien militaire, Aurélien C. s'était reconverti dans la sécurité privée au moment de son arrestation par la DGSI en mai 2019, à Limoges (Haute-Vienne). Ex-Gilet jaune, il n'appartenait apparemment à aucun groupe et semblait agir seul. Il projetait d'attaquer des synagogues ou des mosquées, et aurait envisagé de s'en prendre au dîner annuel du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif). Les enquêteurs ont saisi chez lui des engins explosifs. Il avait déjà été condamné pour « détention d'armes sans autorisation » moins d'un an plus tôt.

Sur ses réseaux sociaux, il a partagé la traduction française du manifeste du terroriste Brenton Tarrant, qui avait ouvert le feu dans deux mosquées de Christchurch en Nouvelle-Zélande en 2019, faisant 51 victimes. Il y fait aussi référence au norvégien Anders Breivik, et à la théorie du « Grand remplacement », popularisé par l'écrivain d'extrême droite Renaud Camus et reprise par Éric Zemmour.

Un t-shirt et des stickers Génération identitaire ont également été retrouvés à son domicile. Ces éléments ont été communiqués dans la lettre de dissolution adressée au groupuscule, mentionnant alors « les risques de passage à l'acte au nom de la cause identitaire ».



Extrait de la lettre de dissolution adressée à Génération identitaire par le ministre de l'Intérieur, le 11 février 2021.

Les « Barjols », un groupe hétéroclite né sur Facebook

Sur le réseau social, le groupe des « Barjols » réunit des profils très différents : Gilets jaunes, retraités, chômeurs ... En novembre 2018, une première vague d'arrestations de membres du groupe concerne un projet d'attentat visant Emmanuel Macron. Les suspects avaient entre 22 et 62 ans. Le groupe, créé en septembre 2017, dans la foulée de l'élection présidentielle, a été démantelé par la même occasion.

Derrière les deux pages Facebook associées au groupe, « Les Barjols » et « Les Barjols 38 », on retrouve respectivement Denis Collinet et Jean-Pierre Bouyer. Ils se sont rencontrés au sein d'un groupuscule nationaliste paramilitaire, les « Forces françaises unifiées ». Jean-Pierre Bouyer, retraité, fait partie des personnes arrêtées en novembre 2018. Il a furtivement soutenu Nicolas Dupont-Aignan pendant la campagne présidentielle de 2017 et affiche régulièrement ses sympathies



Vidéo des Barjols

En août 2018, des membres des Barjols

nationalistes et survivalistes sur sa page Facebook. Il est suspecté d'avoir participé au projet d'assassinat du président de la République. De son côté, Denis Collinet indique être un membre actif des Gilets jaunes Sud-Meusien. Interrogé par la police, il n'a pas été mis en examen dans le cadre du projet d'attentat.

tournent une vidéo où on les voit, encagoulés et en treillis, brûler un drapeau de l'Union européenne.
© Document Mediapart

Des arrestations de membres des « Barjols » se sont poursuivies jusqu'en janvier 2021. Au total, douze personnes ont été interpellées. Selon l'AFP, « *au moins un d'entre eux est ancré dans la mouvance d'ultradroite, voire néonazie* ».

Des membres de « L'Oiseau Noir » arrêtés pour des projets antisémites et islamophobes

Eux aussi voulaient notamment s'en prendre à la convention annuelle du Crif, ou à des lieux de cultes juifs et musulmans. Cinq membres du groupe « L'Oiseau Noir », du nom de leur forum en ligne, ont été arrêtés entre septembre 2018 et mai 2019, en Isère ou en Indre-et-Loire. Parmi eux, un ancien gendarme et un mineur de 15 ans. Si leurs projets semblaient encore flous, la menace est réelle : chez l'ancien gendarme ont été trouvés des armes à feu, des munitions et des explosifs. C'est en enquêtant sur la détention d'armes illégales que ces projets de potentielles attaques racistes ont été découverts.

Le groupe survivaliste « Action des forces opérationnelles » (AFO) se prépare à la guerre civile

Les membres de ce groupe survivaliste préparaient, selon les enquêteurs, des actes violents contre des personnes de confession musulmane, notamment un projet d'empoisonnement de viande halal. Au total, treize membres de l'AFO sont arrêtés durant l'été 2018. À leur tête, un certain Guy Sibra, policier à la retraite et Dominique Copain, « *vendeur de matériels militaires déclassés domicilié en Nouvelle-Aquitaine* », selon Mediapart.

À l'instar d'Éric Zemmour, le groupe est persuadé de l'imminence d'une guerre civile. Ses membres se préparaient en conséquence. Selon des informations de Mediapart, AFO émane des « Volontaires pour la France » (VPF), une organisation anti-migrants et anti-musulmans, créée mi-2015, et présidée par Antoine Martinez, 73 ans, un général de brigade à la retraite, ancien député européen du FN et signataire de la « tribune des généraux » (d'extrême droite) publiée par *Valeurs actuelles*. Les dissidents d'AFO ambitionnent de créer un groupe clandestin pour mener des actions violentes. Des armes à feu et des munitions sont



Se préparer à la guerre civile

Capture d'écran du site Guerre de France, lié à l'AFO, encore actif à ce jour.

saisies chez les suspects. Le site lié à l'AFO, « Guerre de France », pour la « *préparation des citoyens-soldats Français au combat sur le territoire national* », est à ce jour encore actif. Il propose désormais de rejoindre « Action patriote ».

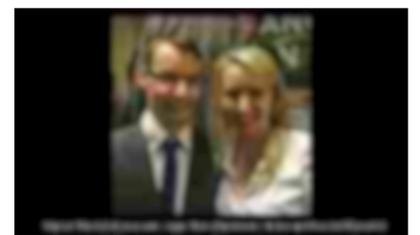
Guillaume M. partageait sa haine et ses projets terroristes sur les réseaux

Très actif sur les réseaux sociaux et le forum jeuxvideo.com, Guillaume M., 23 ans lors de son arrestation, partageait sa haine derrière divers pseudonymes, et une photo de profil à l'effigie du terroriste norvégien Anders Breivik exécutant un salut nazi. Il est accusé d'avoir fomenté des projets d'attaques violentes antisémites, islamophobes, racistes et homophobes, d'avoir envisagé de s'en prendre à Emmanuel Macron lors d'un défilé du 14-Juillet et d'avoir cherché à se procurer une arme sur des forums. Très bavard sur les réseaux, ce qui lui avait valu une première condamnation pour « apologie du terrorisme » en 2015, il a été condamné en 2019 à sept années d'emprisonnement.

L'Organisation des armées sociales (OAS) voulait reprendre le flambeau de leurs meurtriers prédécesseurs

Le groupuscule nationaliste OAS, créé en 2016, est suspecté d'avoir préparé des actions violentes contre des mosquées, des kebabs et des bars fréquentés par des militants de gauche, ainsi que contre des personnalités politiques comme Christophe Castaner ou Jean-Luc Mélenchon. Leur nom est une référence assumée à l'Organisation armée secrète, organisation militaire clandestine pro-Algérie française, responsable du meurtre d'environ 2000 personnes par des attentats et des assassinats ciblés au début des années 1960.

Le procès de six de ses membres devant le tribunal correctionnel de Paris s'est déroulé du 21 septembre au 6 octobre. Logan Nisin, Thomas Annequin, Romain Pugin, Louis M., Antony B. et Geoffroy H. sont inculpés d'« association de malfaiteurs terroriste ». Leur fondateur Logan Nisin était un ancien de l'Action française en Provence. Il a administré une page Facebook de soutien à Anders Breivik. Il avait aussi publié sur le réseau social « Je suis Alexandre Bissounnette », du nom de l'auteur de la tuerie de janvier 2017 dans une mosquée de Québec, qui avait fait six morts. « *Rebeus, blacks, dealers, migrants, racailles, djihadistes, si toi aussi tu rêves de tous les tuer, nous en avons fait le vœu, rejoins-nous !* » écrit-il également sur une ébauche d'affiche retrouvée chez lui [3]. Lors des perquisitions, des armes ont été retrouvées chez des membres de l'OAS.



Un ancien de l'Action française

Logan Nisin, leader de l'OAS, condamné en octobre à 9 ans de prison ferme pour association de malfaiteurs terroristes, posant aux côtés de Marion Maréchal. *Politis*

Le 12 octobre, Logan Nisin a été condamné par le tribunal judiciaire de Paris à neuf ans de prison ferme, et son bras droit Thomas Annequin à huit ans. Au cours du procès, la procureure avait insisté sur le parallèle entre terrorisme islamiste et d'ultradroite. Tous les prévenus ont été jugés coupables. À compter du jugement, ils ont dix jours pour former appel.

TOUT BASTA DANS VOTRE BOÎTE EMAIL AVEC LA NEWSLETTER :

Une « haine multicable »

Ces projets terroristes sont « *beaucoup plus nombreux qu'à la décennie précédente* », estime Jean-Yves Camus, directeur de l'Observatoire des radicalités politiques et spécialiste de l'extrême droite depuis trois décennies. Ces nouveaux groupes portent une « *haine multicable* », attirent des profils nouveaux, d'âges variés, et qui ne sont pas seulement des « *individus marginaux, isolés et précaires* ». Au sein de ses groupes, « *se mélangent souvent contacts en ligne et réelle activité militante* », selon le chercheur.

Une menace difficile à cerner tant les profils de ces potentiels terroristes sont variés, mais une menace bien réelle pour les militants antifascistes de la Jeune garde. Leur porte-parole et militant lyonnais, Raphaël Arnault, parle d'une « *multiplication des violences, des attaques dans la rue jusqu'aux attentats terroristes* ». « *Le terrorisme, c'est l'apogée de la violence pour un militant politique. Pourtant, cette possibilité n'est plus marginalisée, elle devient petit à petit une norme dans leur corpus d'action.* »

→ SUR LE MÊME SUJET

Violences d'extrême droite : « Plus on va entendre des discours à la Zemmour, plus ils vont se penser forts »

D'autres voient ce terrorisme d'extrême droite en France comme une réalité en partie fantasmée. « *En général, le terrorisme d'extrême droite est un minimum pensé politiquement, avec un but qui est de frapper l'imaginaire dans la population, pour être un élément déclencheur* », analysent les antifascistes de La Horde, à l'image de l'OAS, version 1961, ou du terrorisme djihadiste. Pour [La Horde](#), les velléités d'attentats d'extrême droite sont, pour l'instant, désamorçées par la prégnance de leurs sujets de prédilection – immigration, Islam, mythe du « Grand remplacement » – dans les débats politico-médiatiques du moment. Malgré leurs projets,

ces groupes et individus ne passeraient « *pas forcément à l'action* ». « *Il faut faire le distinguo avec un terrorisme qui se pense comme tel, qui est assumé politiquement, et celui-ci, on estime ne pas le trouver en France.* » Jusqu'à quand ?

Agathe Breton

Photo de une : Les Proud Boys, groupe néofasciste et violent nord-américain, lors d'une marche organisée à Washington pour contester le résultat des élections américaines en décembre 2020 / CC Geoff Livingston, Flickr ■

[1] Prénom modifié par [Le Parisien](#) ↗

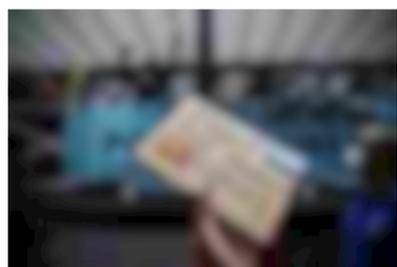
[2] Source : *Le Canard enchaîné*, 8 septembre 2021.

[3] Lire l'article de *Politis* à ce sujet – [« L'ultradroite : cette menace qui couve »](#) ↗ – et le suivi du procès OAS.



Commentaires (0)

À LIRE AUSSI



▲ DÉMOCRATIE 14 juin 2021

Face à l'extrême droite et à sa violence : « Les réponses viennent avant tout de la société civile »

Par Rachel Knaebel

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi contre l'extrême droite. Comment la société civile, les

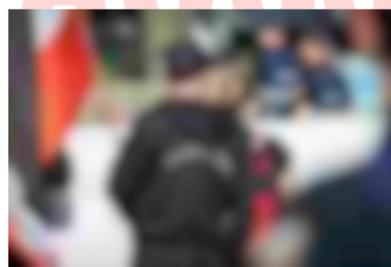


▲ ATTENTAT DE CONFLANS 22 octobre 2020

Marre de ces gens qui paniquent, déchaînent leur racisme ou « se couchent » face aux vrais enjeux

Par Ivan du Roy

Choquant et bouleversant, l'attentat de Conflans qui a coûté la vie à Samuel Paty l'est



▲ VIOLENCES 19 juillet 2019

Des réseaux d'extrême droite lourdement armés mis à jour en Italie et en Allemagne

Par Rachel Knaebel

La police italienne a découvert]. Des objets à la gloire du fascisme et du nazisme, de la propagande nazie, des croix gammées, ont également été saisis.



▲ VIOLENCES 13 septembre 2018

En Allemagne, en Italie ou en France, l'extrême droite tue par dizaines

Par Ivan du Roy, Rachel Knaebel

En France, la rentrée est marquée par le procès des agresseurs de Clément Méric, militant antifasciste tué en juin 2013. En Allemagne et en Italie, manifestations et

gouvernements, l'État ont-ils réagi aux mouvements de droite radicale au fil des décennies ? Réponses avec la chercheuse Bénédicte Laumond.

indiscutablement. Choquants, les propos confus et souvent haineux qui envahissent les médias le sont tout autant. Quant aux réponses politiques proposées par le Gouvernement, elles interrogent sur leurs fondements, leurs perspectives et les choix de société qu'elles induisent.

Parmi les personnes arrêtées, figure un ancien candidat aux législatives de 2001 du parti néofasciste Forza (...)

agressions se multiplient contre les migrants ou les personnes noires ou arabes. Etat des lieux de cette montée de violence.



ARTICLES À LA UNE



Violences d'extrême droite : « Plus on va entendre des discours à la Zemmour, plus ils vont se penser forts »



Prolongation du passe sanitaire : « Un régime d'exception devenu éternel »



Répression des free party : les forces de l'ordre s'en prennent aux associations de réduction des risques

ARTICLES POPULAIRES



Notre liberté, c'est vous qui nous la donnez



Spirale de l'endettement, encadrement méprisant : un éleveur raconte « sa » coopérative de l'intérieur



Les aides à domicile « en révolte » face au manque de reconnaissance de leur indispensable métier

Suivez nous sur :



[Inscrivez-vous à notre newsletter](#)

ALTERNATIVES

ÉCOLOGIE

SOCIÉTÉ

DÉMOCRATIE

DOSSIERS

ÇA BOUGE!

DÉBATS

DERNIERS ARTICLES

PLAN DU SITE

À PROPOS

CONTACTEZ-NOUS

SE CONNECTER

#conditionsdetravail

#agriculture

#inégalités

#multinationales

#bétonisation

#passesanitaire

#droitaulogement

#extrêmedroite



VERSIONS ÉTRANGÈRES

- [Basta! en español](#)
- [Basta! in English](#)
- [Basta! in italiano](#)

Basta! est 100% indépendant, sans pub, en accès libre, **financé par ses lecteurs**

SOUTENEZ NOUS ❤️